

S'INFORMER SUR

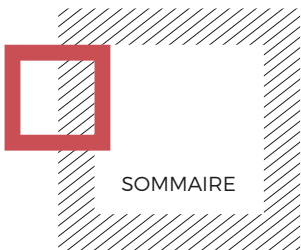


LES CONSEILLERS EN INVESTISSEMENTS FINANCIERS (CIF)

QUEL EST LEUR RÔLE ?
COMMENT PEUVENT-ILS
VOUS ACCOMPAGNER ?

AUTORITÉ
DES MARCHÉS FINANCIERS

AMF



SOMMAIRE

- **Qu'est-ce qu'un conseiller en investissements financiers (CIF) ?** 1
- **Quelle est la nature du conseil en investissement fourni par le CIF ?** 3
- **Quelles sont les obligations du CIF envers son client ?** 3
- **Par qui et comment les CIF sont-ils suivis et contrôlés ?** 6
- **Quelles informations pouvez-vous obtenir sur un CIF ?** 6
- **Que faire en cas de litige avec un CIF ?** 7
- **Quel est le rôle de l'AMF ?** 7



Dans le cadre de sa mission de protection et d'information des épargnants, l'Autorité des marchés financiers met à votre disposition des guides pratiques sur des thèmes variés concernant la bourse et les produits financiers.

Vous envisagez de faire appel à un conseiller en investissements financiers (CIF) ? Vous êtes déjà client d'un CIF ? Ce guide vous présente le rôle de ces conseillers, les différentes prestations qu'ils peuvent vous proposer et leurs obligations envers vous.



Qu'est-ce qu'un conseiller en investissements financiers (CIF) ?

Un conseiller en investissements financiers est un professionnel qui exerce les **activités de conseil** suivantes :

- ❑ le **conseil en investissement** portant sur des **produits financiers** (actions, obligations, parts de fonds communs de placement, etc.);
- ❑ le **conseil** sur la **réalisation de services d'investissement** (par exemple : réception-transmission d'un ordre, gestion de portefeuille pour le compte de tiers);
- ❑ le **conseil** portant sur la **réalisation d'opérations sur biens divers** (par exemple : sous certaines conditions, l'investissement en vin, dans des bois et forêts, l'achat d'œuvres d'art, de panneaux solaires, etc.).



Pour pouvoir exercer leur activité, les conseillers en investissements financiers doivent obligatoirement adhérer à une association professionnelle agréée par l'AMF.

Les CIF sont immatriculés sur le Registre national des intermédiaires. Pour vous assurer que votre interlocuteur est en droit d'exercer son activité, il vous suffit de vérifier sur le site www.orias.fr qu'il est bien immatriculé en qualité de CIF.

Les conseillers en investissements financiers peuvent cumuler le statut de CIF avec ceux d'intermédiaire en assurance (IA) et d'intermédiaire en opérations de banque et en services de paiement (IOBSP).



À SAVOIR

POUR RECEVOIR, AUX FINS DE TRANSMISSION, DES ORDRES PORTANT SUR UNE OU PLUSIEURS PARTS OU ACTIONS D'ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF, LE CIF DOIT ÉTABLIR UNE CONVENTION AVEC VOUS. CELLE-CI PRÉCISE LES DROITS ET LES OBLIGATIONS DE CHACUN ET DOIT ÊTRE CONCLUE AVANT LA RÉCEPTION DE VOTRE ORDRE PAR LE CIF.



À SAVOIR

UN CIF FOURNIT LE SERVICE DE CONSEIL EN INVESTISSEMENT

En revanche, il n'est pas autorisé à gérer le portefeuille de son client. Ce service, dit de « gestion de portefeuille », ne peut être exercé que par un prestataire de services d'investissement (une banque ou une société de gestion de portefeuille par exemple) agréé par l'Autorité des marchés financiers ou par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution.

Cependant, un conseiller en investissements financiers peut accepter de recevoir, **aux fins de transmission**, un ordre portant sur une ou plusieurs parts d'organismes de placement collectif (OPCVM, FCP, SICAV, OPCI, SCPI, fonds d'épargne salariale, sociétés d'épargne forestière, etc.) qu'un client, **auquel il a fourni une prestation de conseil au préalable**, souhaite souscrire ou vendre.

Quelle est la nature du conseil en investissement fourni par le CIF ?

Depuis 2018, votre CIF doit vous indiquer si la prestation de conseil en investissement est fournie de manière indépendante ou non.

Si le conseil en investissement est fourni de manière indépendante, votre CIF :

- ❑ doit vous proposer un éventail suffisant et diversifié de placements financiers en provenance de différents fournisseurs et de sociétés avec lesquelles il n'a aucun lien juridique;
- ❑ ne doit pas être rémunéré par l'établissement qui gère le produit qu'il vous propose.

S'il l'est, il doit vous reverser la somme ou l'avantage qu'il reçoit ;

- ❑ vous facture des honoraires de conseil pour le paiement de sa prestation de conseil.

Si le conseil en investissement n'est pas fourni de manière indépendante, cela signifie que le CIF peut être rémunéré par l'établissement qui gère le produit qu'il vous propose. En contrepartie, il doit améliorer la qualité de sa prestation de conseil, par exemple en assurant le suivi régulier de l'adéquation de cet investissement à votre situation, dans le temps, dans le temps.

Quelles sont les obligations du CIF envers son client ?

Un conseiller en investissements financiers doit agir de manière **honnête, loyale et professionnelle** pour servir au mieux **vos intérêts**. À ce titre, il doit respecter certaines obligations tout au long de votre relation.

1 Il doit se présenter et vous informer sur son statut

Lors de l'entrée en relation, le CIF **doit vous remettre un document** comportant notamment les renseignements suivants :

- ❑ son nom ou sa dénomination sociale, son adresse professionnelle ou celle de son siège social, son statut de CIF et son numéro d'immatriculation au registre de l'ORIAS (registre unique des intermédiaires en assurance banque et finance) ;
- ❑ s'il fournit des conseils en investissement de manière indépendante, non indépendante ou une combinaison de ces deux types de conseils ;

- ❑ l'identité de l'association professionnelle à laquelle il adhère ;
- ❑ les modes de communication à utiliser entre vous et le CIF ;
- ❑ le cas échéant :
 - sa qualité de démarcheur et l'identité du ou des mandants pour lesquels il exerce une activité de démarchage,
 - ses liens d'affaires avec un ou plusieurs établissements proposant des produits financiers,
 - les autres statuts réglementés dont il relève.

2 Il doit vous remettre une lettre de mission avant tout conseil

Cette lettre comporte notamment des éléments relatifs à :

- ❑ la description de la prestation fournie, et notamment en cas de conseil en investissement, s'il est fourni de manière indépendante ou non ;
- ❑ les modalités de l'information qui vous sera fournie ;
- ❑ une information générique sur les placements susceptibles d'être proposés par le CIF et les coûts et frais liés ;
- ❑ la rémunération du CIF.

Elle est rédigée en double exemplaire et signée par vous et votre conseiller en investissements financiers.

3 Il doit vous questionner avant de vous fournir un conseil

Afin de vous conseiller, le **CIF doit vous demander des informations sur :**

- ❑ votre situation financière, dont votre capacité à subir des pertes ;
- ❑ vos connaissances et votre expérience en matière d'investissement ;
- ❑ vos objectifs d'investissement, notamment, votre horizon d'investissement (court, moyen ou long terme) et votre tolérance au risque c'est-à-dire le degré de risque que vous acceptez de prendre.



Si vous ne lui communiquez pas les informations vous concernant, le CIF doit s'abstenir de vous fournir tout conseil.



4 Il doit formaliser le conseil dans un rapport écrit

Cette déclaration dite « d'adéquation » détaille et justifie les différentes propositions du CIF, leurs avantages et les risques qu'elles comportent, compte tenu de votre situation financière, de votre expérience et de vos connaissances en matière financière, et de vos objectifs.



EN SAVOIR PLUS

Pour en savoir plus, vous pouvez consulter notre guide « Pourquoi mon banquier me pose-t-il toutes ces questions ? » qui vous explique l'objectif et la nature des questions que votre intermédiaire financier (CIF, banquier, courtier, etc.) doit vous poser et pourquoi vous devez y répondre. Rendez-vous sur le site www.amf-france.org > Publications > Guides > Guides pédagogiques > Pourquoi mon banquier me pose-t-il toutes ces questions ?



Par qui et comment les CIF sont-ils suivis et contrôlés ?

Les CIF sont **suivis et contrôlés** par les associations professionnelles auxquelles ils doivent adhérer et par l'Autorité des marchés financiers (AMF).

Le rôle des associations professionnelles

Un premier niveau de contrôle des CIF est effectué par les associations professionnelles.

Ces associations :

- vérifient que les CIF remplissent les conditions d'accès à la profession et disposent d'un programme d'activité avant leur immatriculation auprès de l'ORIAS ;
- actualisent les connaissances des CIF notamment par l'organisation de formations ;

□ contrôlent le respect par les CIF des règles, notamment celles de bonne conduite ;

□ sanctionnent le non-respect de ces règles. Les sanctions pouvant aller jusqu'à l'exclusion du CIF.

Le rôle de l'Autorité des marchés financiers

L'AMF intervient sur trois points :

- la délivrance de l'agrément des associations professionnelles ;
- l'approbation des codes de bonne conduite élaborés par les associations ;
- le contrôle et la sanction éventuelle des CIF et des associations professionnelles en cas de manquement à leurs obligations.

Quelles informations pouvez-vous obtenir sur un CIF ?

Chaque CIF doit être immatriculé dans un registre tenu par l'ORIAS. Cette immatriculation est renouvelée chaque année.

Sur ce registre, pour chaque CIF, vous trouverez notamment :

□ sa dénomination sociale, son nom et son prénom (le nom de son dirigeant pour une personne morale) ;

□ ses coordonnées ;

-
- ❑ son numéro d'immatriculation ;
 - ❑ sa date d'inscription ;
 - ❑ son statut : personne physique ou personne morale ;
 - ❑ le numéro SIREN ;
- ❑ l'association professionnelle à laquelle il adhère ;
 - ❑ le cas échéant, les autres statuts cumulés avec le statut CIF et soumis à l'immatriculation auprès de l'ORIAS.

Que faire en cas de litige avec un CIF ?

Si vous êtes en désaccord avec votre conseiller en investissements financiers, adressez-lui une réclamation écrite. Vous pouvez envoyer une copie de cette réclamation à l'association professionnelle dont il dépend.

Si la réponse qu'il vous apporte ne vous satisfait pas, ou s'il ne vous a pas répondu dans un délai de deux mois, vous pouvez alors saisir le médiateur de l'Autorité des marchés financiers **en remplissant le formulaire dédié sur le site internet de l'AMF.**



LE MÉDIATEUR

Pour en savoir plus, consultez le guide « Le médiateur de l'AMF » accessible sur le site www.amf-france.org > Publications > Guides > Guides pédagogiques.

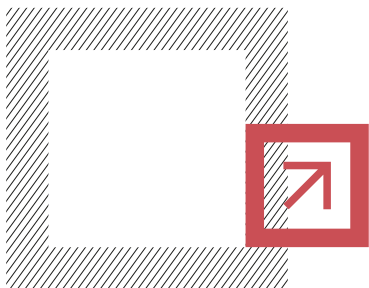
Quel est le rôle de l'AMF ?

L'AMF vérifie que les placements collectifs (FCP et SICAV, OPCI, SCPI, FCPI, FIP...) sont conformes à la réglementation avant d'autoriser leur création et leur commercialisation.

Elle examine l'information délivrée aux investisseurs par les sociétés de gestion et les sociétés cotées en bourse, en s'assurant qu'elle soit claire, exacte et non trompeuse.

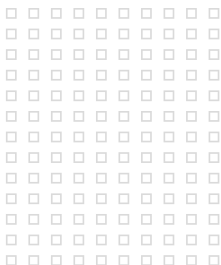
Les conseils de l'AMF

- ❑ N'investissez pas dans ce que vous ne comprenez pas. Demandez des explications.
- ❑ Lisez attentivement la documentation sur les produits qui vous sont proposés avant d'y souscrire.



Les guides de l'AMF pour aller plus loin

- ❑ Investir votre épargne étape par étape
- ❑ Pourquoi mon banquier me pose-t-il toutes ces questions ?
- ❑ Le médiateur de l'AMF



Retrouvez-nous
sur les **réseaux sociaux**



Comment contacter l'AMF ?

Une question sur la bourse et l'épargne investie sur les marchés financiers ?

Des **informations pratiques** sont disponibles sur notre site internet :
www.amf-france.org dans l'Espace Épargnants

AMF Épargne Info Service vous répond
du lundi au vendredi de 9h00 à 17h00
au **+33 (0)1 53 45 62 00** (prix d'un appel local)

Vous pouvez également adresser un courriel via le formulaire de contact
disponible sur notre site internet.



17, place de la Bourse – 75082 Paris Cedex 02 – France

Tél. : 01 53 45 60 00

www.amf-france.org